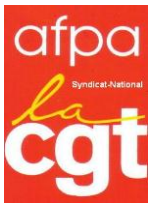


Communiqué des organisations syndicales CGT, CFDT, Force Ouvrière, SUD Solidaires, CFE-CGC et CFTC de l'AFPA



Tous en grève, tous à la manif le 22 novembre !

Les organisations syndicales CGT, CFDT, Force Ouvrière, SUD Solidaires, CFE-CGC, CFTC constatent que le pays doit faire face au double défi d'un chômage de masse croissant et de mutations économiques et technologiques cruciales. Dans le même temps nous devons faire face à **une contradiction entre les besoins de formation et de qualification et la sous-activité de l'AFPA qui s'accroît.**

De très nombreux demandeurs d'emploi et salariés ne trouvent pas la réponse qu'ils attendent à leurs besoins. Cette situation est en elle-même un facteur d'aggravation de la crise sociale.

En conséquence, les organisations syndicales CGT, CFDT, Force Ouvrière, SUD Solidaires, CFE-CGC, CFTC réaffirment que **tout milite pour reconstruire et développer l'AFPA**, qui depuis plus de soixante ans a fait ses preuves en tant qu'outil de l'Etat dans la mise en œuvre des politiques d'emploi et de formation professionnelle.

Les salariés de l'AFPA sont en attente de **choix politiques, traduits en décisions concrètes rapides**, leur permettant d'apporter leur contribution à l'effort et aux projets nationaux et territoriaux et assurant ainsi la pérennité de leurs missions et de leurs emplois.

Ils ne comprennent pas le maintien de la situation actuelle et la poursuite du plan précédent :

- La mise en concurrence, dans le cadre d'appels d'offres, des actions de formation jusque là financées sur le mode de la subvention, se traduisant pour l'AFPA par une baisse du volume des commandes et par une baisse des demandeurs d'emplois formés.
- Des fermetures de formations, en premier lieu industrielles.
- Une perte importante d'emplois, une remise en cause du service global et une perte du savoir faire de l'AFPA.
- Des conditions de travail très dégradées, l'impossibilité d'assurer un travail de qualité et une perte de sens du travail pour les salariés.

Aujourd'hui, **l'heure n'est plus à la fermeture de formations, de plateaux techniques ou de centres de formation, mais à un développement conséquent des activités** de formation professionnelle conduites par l'AFPA.

Les syndicats CGT, CFDT, Force Ouvrière, SUD Solidaires, CFE-CGC, CFTC demandent bien au contraire que l'Etat mobilise l'AFPA, membre du Service public de l'emploi, pour l'accueil, **l'accompagnement et la formation de 50 000 demandeurs d'emploi en plus par an !**

Des modes de financement hors marché concurrentiel sont possibles et cela nécessite que des décisions politiques soient prises rapidement.

Les syndicats CGT, CFDT, Force Ouvrière, SUD Solidaires, CFE-CGC, CFTC constatent que les déclarations politiques récentes entretiennent le flou et font peser de grandes inquiétudes quant aux incidences de **l'acte III de la décentralisation** sur l'avenir de l'AFPA.

Elles refusent un démantèlement de l'AFPA en 22 régions : **l'AFPA doit rester nationale dans le cadre du service public, garant de l'égalité des droits à la formation et à la qualification sur l'ensemble du territoire.**

Le **plan de refondation** annoncé par le nouveau président de l'Association ne sera viable que s'il est accompagné d'un **réengagement de l'Etat** dans une politique de formation professionnelle et dans un avenir durable de l'AFPA : financements et commandes des pouvoirs publics devront permettre à l'Association de se développer.

C'est à cette condition que la pérennité des emplois, des missions et du maillage territorial pourra être assurée.

Les organisations syndicales CGT, CFDT, Force Ouvrière, SUD Solidaires, CFE-CGC, CFTC appellent l'ensemble du personnel à se réunir en assemblées générales pour débattre des revendications :

- **maintien d'une AFPA nationale et développement de son activité de formation, d'accompagnement et de qualification menant au titre professionnel,**
- **des modes de financement qui sécurisent et structurent les missions de l'AFPA, acteur du Service public de l'emploi, qui garantissent sa pérennité et son efficacité sociale,**
- **développement d'activités qui permettent de garantir la pérennité de l'AFPA, de relancer les embauches et d'améliorer les conditions de travail du personnel.**
- **reconstitution d'un vrai service d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement pour les stagiaires de la formation professionnelle,**
- **égalité d'accès à la formation sur tout le territoire,**
- **arrêt des suppressions d'emplois et de la fuite des compétences,**
- **arrêt des fermetures de formations,**

L'AFPA est l'outil dont l'Etat et les Régions ont besoin pour faire face à l'urgence en matière de formation!

C'est le gouvernement qui détient la clef pour que l'AFPA soit l'opérateur de la formation qualifiante des demandeurs d'emploi menant au Titre professionnel. Il faut :

- un engagement financier immédiat,
- confier à l'AFPA des activités dont le pays a besoin,
- remettre en cause le modèle économique qui met aujourd'hui l'AFPA en danger.

En décidant de ne rien faire, le gouvernement se rendrait coupable de la fin de la formation qualifiante des demandeurs d'emploi !

En conséquence, les organisations syndicales CGT, CFDT, Force Ouvrière, SUD Solidaires, CFE-CGC, CFTC appellent les salariés à se réunir en Assemblée générale afin de se prononcer dans chaque établissement sur la proposition

d'une grève et d'une grande manifestation nationale à Paris pour rencontrer le Premier ministre le 22 novembre 2012

Montreuil, le 25 octobre 2012